

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Concours Interne DPCSR Recrutement :

Epreuve : Redaction d'une note administrative Spécialité : Session : 2024

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Préfecture X
Bureau des relations
avec les collectivités territoriales
Chef de Bureau.
Tel :
Mel :

le X / X / XXXX

Note à l'attention de Madame la secrétaire générale

Objet: Réunion avec l'ensemble des
élus de l'arrondissement à
propos des Maisons France Services.

Références : - Loi n° 2022-6217 du 21 février 2022 relative à
la différenciation, la décentralisation, la
déconcentration et portant diverses mesures de
simplification de l'action publique locale.
- Circulaire n° 6094-SG du 1^{er} juillet 2019
relative à la création de France Services.
- Rapport d'information n° 778 (2021-2022)
déposé le 13 juillet 2022. Les maisons
France services, levier de cohésion sociale.

Dans le cadre de la réunion avec l'ensemble des élus, il sera évoqué le dispositif des Maisons France Services.

Créé en 2019, le dispositif des Maisons France Services est un réseau de plus de 2600 guichets uniques dont l'objectif principal est de rapprocher les usagers du service public. Le réseau labellisé "France Services" accompagne l'usager dans ses démarches administratives.

ci-dessous, il sera présenté le cadre réglementaire, les objectifs, les conditions de mise en œuvre (I) ainsi que des éléments constitutifs d'un premier bilan (II)

I/ Le cadre réglementaire, les objectifs et les conditions de mise en œuvre.

Le Cadre réglementaire fonde le fonctionnement du réseau des maisons France Services (A). Mais il en découle des objectifs et des conditions de mise en œuvre (B).

A/ le cadre réglementaire :

Via la circulaire n° 6094 - SG du 1^{er} juillet 2019, des instructions liées à la mise en place du réseau sont données aux préfets, de région et de département. Il s'agit d'une refonte du réseau existant des maisons de services au 2.18...

public (MSAP) et de l'ouverture de nouvelles implantations là où sont les besoins prioritairement dans les cantons ruraux et/ou les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). A l'attention des préfets il est donc demandé de transmettre, pour le 15 septembre 2019, une liste des MSAP de chaque région, de proposer une liste de projets de nouvelles implantations (Naison ou bus) et de proposer un plan de montée en gamme de toutes les MSAP afin d'atteindre le niveau de qualité France Services.

Le cadre législatif du réseau des Maisons France Service n'a été précisé qu'en 2022 par l'article 160 de la loi dite « 3 DS ». La loi du 21 Février 2022 précise que dans un souci de répondre au besoin accru de proximité de l'action publique aux spécificités des territoires, ce texte simplifie l'action locale, lève les freins inutiles et facilite le quotidien des collectivités et de leur élus.

B/ Les modalités de mise en œuvre et les objectifs
Au niveau des modalités de mise en œuvre, les MSAP ont eu jusqu'au 31 décembre 2021, pour obtenir leur homologation. Après ce délai, elles ne reçoivent plus de financement de l'Etat. Puis, chaque structure reçoit une subvention de 30 000 € par an, financée pour moitié par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et par un fond inter partenaire. Le financement de la formation des agents, de l'animation du réseau est pris en charge par le programme France Services de l'ANCT et la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts. A travers la dotation d'équipement des territoires ruraux ou la dotation de soutien à l'investissement local, les collectivités peuvent couvrir jusqu'à 80% des dépenses d'investissement liées à la création d'une France Service.

L'objectif est de disposer de 300 points France Services au 1^{er} janvier 2020, pour couvrir chaque canton d'ici 2022. Il s'agit du retour du service public au cœur des territoires, de moderniser le service public, d'avoir un niveau de qualité garanti et un lieu de vie agréable. Au niveau

microéconomique, l'agent France Service a pour objectif d'apporter, une information de premier niveau, d'accompagner numériquement l'utilisateur, d'apporter une aide aux démarches en ligne et de réaliser des prestations de conseils pour la réalisation des cas complexes.

II) le Premier Bilan du dispositif :

Il est à la fois un bilan chiffré (A) mais aussi un certain nombre de recommandations (B)

A) Le bilan chiffré :

Selon le grand débat national en 2019, le sentiment des citoyens est que l'Etat et l'administration s'étaient éloignés des citoyens. 52% des participants déclaraient avoir accès au service public. 43% des répondants déclaraient avoir renoncé à des droits ou des allocations.

Depuis la crise sanitaire, 39% des Français estiment que les services publics sont moins accessibles.

Alors le Président de la République a annoncé le déploiement de France Services en Avril 2019, à moins de 30 minutes de chaque domicile. C'est ainsi que 1321 MSAP au 1^{er} janvier 2019 sont devenues 2055 au 31 Décembre 2021; l'objectif des 2500 maisons labellisées devait être atteint à la fin de l'année 2022.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, le territoire national est couvert à 95%. Le rapporteur spécial se félicite de la croissance rapide du nombre de maisons France Services. 80% des maisons France Services ouvertes en 2020 se trouvent dans des territoires ruraux, dont près de 50% en zone de revitalisation rurale (ZRR). Environ 50 bus circulent dans les Quartiers de la politique de la ville et dans les zones rurales. En 2020, 1,5 million d'accompagnements ont été réalisés.

Mais il subsiste des imperfections. La cible doit... 4/8..

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Concours National DPCSR Recrutement :

Epreuve Rédaction d'une note administrative Spécialité : Session : 2021

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

être rehaussée. Le rapporteur spécial souligne que la cible d'une maison par canton n'est pas satisfaisante. Avec l'élargissement des cantons (loi du 17 mai 2013), il peut exister plusieurs bourgs-centre dans un même canton. En l'absence de transports publics, en zone rurale, l'accès à la maison France Services est complexe. Il s'agit donc de renforcer la proximité du réseau France-service, avec une maison dans chaque petite centralité. Pour exemple, selon Terra Nova dans la Creuse, avec territoire très rural, il n'y a que 30% de réalisation de l'objectif France service. Toujours selon Terra Nova, son rapport indique ^{quel} les territoires les plus pauvres ou avec un fort taux de chômage, ne sont pas les plus performants en terme de labellisation de structures France Services exemple pour le territoire de Belfort ou la Guadeloupe. Il est aussi un problème que de constater que pour Marseille, ce territoire ne dispose que de 3 France services pour 800 000 hab.ants.

B/ De ce fait, il existe une liste des principales recommandations selon un rapport d'information n° 778 (2021-2022) Sénat :

Sachant que les maisons France services sont un levier de cohésion sociale, il existe 5 axes liés aux recommandations.

- Le Premier est lié à la pérennisation du modèle financier pour garantir sa soutenabilité, exemple : 5.18.

- mobiliser les fonds européens pour accompagner les actions d'inclusion sociale et numérique.
- le deuxième est lié à l'élargissement de l'offre de services, la diversification des partenaires nationaux exemple: veiller à ce que tous les opérateurs nationaux respectent le cahier des charges dans chaque département
 - le troisième est lié à la valorisation et l'encadrement du métier d'agent France Services. exemple: limiter le recours à des contrats de courte durée ou des services civiques.
 - le quatrième est lié à la poursuite du déploiement du réseau France service sur tout le territoire et l'amélioration de son pilotage exemple: Accentuer le développement de France Services vers les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)
 - le cinquième est lié à la consolidation du cahier des charges et l'amélioration de la connaissance du réseau exemple: la poursuite de l'amélioration des outils de reporting, du réseau et de la fiabilité des données.

En conclusion, dans chaque maison France services, il est possible de solliciter les services de l'Etat ou les partenaires de l'Etat comme par exemple le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice ou encore la Poste, la Caisse nationale des allocations familiales. Il s'agit d'effectuer des démarches administratives, liées à la situation fiscale, la santé, la famille, la retraite ou l'emploi, en se faisant aider si besoin d'un agent France services.

C'est donc le retour du service public au cœur des Territoires. .G.I.B..

